

DÉLIBÉRATION CA-2022/26

Portant conditions de recrutement et de rémunération des agents contractuels de l'Université de la Polynésie française

- Vu** la loi organique n°2019-706 du 5 juillet 2019 portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 2 ;
- Vu** le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2, L.712-9, L.954-2, L.954-3 et R.953-1 ;
- Vu** le code général de la fonction publique ;
- Vu** le code du travail de la Polynésie française ;
- Vu** l'ordonnance n°2015-24 du 14 janvier 2015 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
- Vu** la loi n°86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;
- Vu** la loi n°2019-707 du 5 juillet 2019 modifiée portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française, notamment son article 8 ;
- Vu** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- Vu** le décret n°85-733 du 17 juillet 1985 relatif aux maîtres de conférences et professeurs des universités associés ou invités ;
- Vu** le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application des articles 7 et 7 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- Vu** le décret du 31 mars 1999 créant l'Université de la Polynésie française ;
- Vu** le décret n°2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activité des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État
- Vu** le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
- Vu** le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique ;
- Vu** la délibération du conseil d'administration n° 2021-06 du 9 mars 2021 portant conditions de recrutement et de rémunération des agents contractuels ;
- Vu** l'avis du Comité Technique réuni le 22 novembre 2022 ;

Considérant la nécessité d'intégrer notamment les modifications induites par l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Sur rapport du président de l'Université,

Le conseil d'administration en date du **6 décembre 2022** et suivant le quorum,

DÉCIDE,

Article 1^{er} : Champ d'application

La présente délibération s'applique aux personnels recrutés par l'Université de la Polynésie française, par contrat de travail de droit public en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ou de droit privé, en application des dispositions du code du travail de la Polynésie française ; à durée déterminée ou indéterminée ; à temps plein ou à temps incomplet ; non régis par les dispositions particulières listées à l'article 2.

Article 2 : Catégories de contrats non soumis au cadre de gestion

Les personnels contractuels listés ci-après sont régis par les dispositions réglementaires et particulières suivantes :

- Les agents non fonctionnaires de l'administration de l'État, ANFA, bénéficient des dispositions de la convention collective du 19 octobre 1999 ;

- Les chargés d'enseignement vacataires et agents temporaires d'enseignement, sont recrutés sur la base des dispositions du décret n°87-889 du 29 octobre 1987 ;
- Les attachés temporaires d'enseignement et de recherche, ATER sont régis par les dispositions du décret modifié n°88-654 du 7 mai 1998 ; toutefois les contrats peuvent être complétés par la prise en charge des titres de transport dans les conditions fixées à l'article 7 ci-après ;
- Les doctorants sont régis par les dispositions du décret n°2009-464 du 23 avril 2009, toutefois les contrats peuvent être complétés par la prise en charge des titres de transport dans les conditions fixées à l'article 7 ci-après ;
- Les contractuels étudiants sont recrutés dans le cadre des dispositions de l'article L.811-2 du code de l'éducation ;

Tous les autres contractuels régis par des dispositions réglementaires particulières.

Article 3 : Conditions générales de recrutement

Les candidats sont recrutés par contrat de travail de droit public dans les conditions fixées par le Code général de la fonction publique (articles L311-1 à L372-2) applicables aux agents contractuels de l'État, ou ont été recrutés par contrat de travail de droit privé dans les conditions fixées par le code du travail de la Polynésie française et notamment ses articles Lp.1211 et suivants.

Un candidat retenu doit au moment de son recrutement, et le cas échéant au moment du renouvellement de son contrat, justifier de :

- la jouissance de ses droits civiques ;
- un bulletin de casier judiciaire vierge ou comportant des mentions compatibles avec l'exercice de ses fonctions ;
- ne pas avoir fait l'objet, dans un État autre que la France, d'une condamnation incompatible avec l'exercice de ses fonctions ;
- une position régulière au regard du code du service national ;
- conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap.

Les fonctionnaires en position de disponibilité au sein de l'établissement ne peuvent pas être recrutés en qualité d'agent non titulaire sous le régime du droit public.

Article 4 : Rédaction des contrats et mentions obligatoires

Les contrats de travail précisent notamment le motif et la durée du recrutement (CDI, CDD), le temps de travail, l'affectation de l'agent, la nature des missions confiées, le numéro d'emploi, l'autorité responsable de la personne recrutée. Ils précisent également le montant brut de rémunération et le cas échéant le montant des primes et indemnités.

Dans tous les cas, et indépendamment de l'origine du financement, les contrats sont signés par le Président de l'Université ou en cas d'absence ou d'empêchement, par son délégataire.

Article 5 : Cas de recrutement en contrat à durée déterminée (CDD) de droit public et renouvellement de contrat

L'Université de la Polynésie française peut recruter des agents en contrat de travail à durée déterminée pour les motifs et les durées suivants, conformément aux normes juridiques en vigueur et sous réserve de leurs modifications :

a) Contrats conclus pour répondre à des besoins permanents

Au titre de l'article L332-2 :

1° En l'absence de corps de fonctionnaires de l'Etat susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

2° Lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient, notamment :

a) Pour des fonctions nécessitant des compétences techniques spécialisées ou nouvelles ;

b) Lorsque l'autorité de recrutement n'est pas en mesure de pourvoir l'emploi par un fonctionnaire de l'Etat présentant l'expertise ou l'expérience professionnelle adaptée aux missions à accomplir à l'issue du délai prévu par la procédure mentionnée à l'article L. 311-2 ;
3° Lorsque l'emploi ne nécessite pas une formation statutaire donnant lieu à titularisation dans un corps de fonctionnaires de l'Etat.

Au titre de l'article L332-3 :

Les fonctions répondant à un besoin permanent et exercées dans le cadre d'un service à temps incomplet d'une durée n'excédant pas 70 % d'un service à temps complet sont assurées par des agents contractuels de l'Etat.

Les contrats conclus en application des articles L. 332-2 et L. 332-3 peuvent l'être pour une durée indéterminée. Lorsque ces contrats sont conclus pour une durée déterminée, cette durée est au maximum de trois ans. Ils sont renouvelables par reconduction expresse dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Tout contrat conclu ou renouvelé en application des mêmes dispositions avec un agent contractuel de l'Etat qui justifie d'une durée de services publics de six ans dans des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique est conclu, par une décision expresse, pour une durée indéterminée.

Les agents recrutés sur la base de ces articles et justifiant de quatre ans en qualité d'agent non titulaire, peuvent présenter, au cours de la quatrième année, un dossier de candidature au CDI, comprenant une lettre précisant le projet professionnel de l'agent et ses motivations ; un rapport sur la manière de service du supérieur hiérarchique ; le compte-rendu de l'entretien annuel d'évaluation. Ce dossier est soumis à l'avis de la CCP-ANT.

b) Contrats conclus pour répondre à des besoins temporaires

Au titre de l'article L332-6 :

Pour assurer le remplacement momentané d'agents publics, l'Etat et ses établissements publics à caractère administratif peuvent recruter des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsque les agents de l'Etat sont autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ;
2° Lorsque les agents de l'Etat sont indisponibles en raison d'un congé régulièrement accordé en application du présent code.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée. Il est renouvelable par décision expresse, jusqu'à la date de retour de l'agent public à remplacer.

Au titre de l'article L332-7 :

Pour les besoins de la continuité du service, des agents contractuels de l'Etat peuvent être recrutés pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 311-2.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée, dans la limite d'un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite de deux ans, si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir avant son terme.

c) Contrat pour faire face à un accroissement temporaire d'activité

Au titre de l'article L332-22 :

Des agents contractuels de l'Etat peuvent être recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, si cette charge ne peut être assurée par des fonctionnaires de l'Etat.

d) Contrats de projet

Au titre de l'article L332-24 :

Les administrations de l'Etat et ses établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial, les collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 4 et les établissements mentionnés à l'article L. 5 peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiés, recruter

un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat de projet mentionné est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Le contrat de projet prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance. Il peut cependant être rompu par décision de l'employeur au terme d'un délai d'un an si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans.

Article 6 : Cas de recrutement en contrat à durée indéterminée (CDI) de droit public

1° Succession de CDD dans la même administration

Tout contrat conclu ou renouvelé sur l'un des emplois suivants ou l'une des fonctions suivantes avec un agent qui justifie déjà de six ans de services publics dans des fonctions de même catégorie hiérarchique est conclu pour une durée indéterminée :

La durée de 6 ans sur un emploi de même catégorie hiérarchique est calculée en prenant en compte les services effectués sur les emplois ou les fonctions suivantes :

- Emplois des établissements publics de l'État
- Fonctions pour lesquelles il n'existe pas de corps de fonctionnaires correspondant
- Fonctions nécessitant des compétences techniques spécialisées ou nouvelles
- Emploi pour lequel l'administration ne dispose pas de candidature de fonctionnaire présentant l'expertise ou l'expérience professionnelle adaptée aux missions à accomplir
- Emploi ne nécessitant pas une formation statutaire donnant lieu à titularisation dans un corps de fonctionnaires
- Emploi à temps incomplet d'une durée de travail inférieure ou égale à 24 heures 30 hebdomadaires.
- Assurer le remplacement momentané d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel à temps partiel ou en congé (annuel, de maladie, de maternité, parental, de présence parentale...)
- Assurer la vacance temporaire d'un emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire
- Faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité.

Cette durée de 6 ans doit avoir été accomplie en totalité auprès du même département ministériel, de la même autorité publique ou du même établissement public.

Les services accomplis à temps incomplet et à temps partiel sont assimilés à du temps complet. Les services accomplis de manière discontinue sont pris en compte, si l'interruption entre 2 contrats ne dépasse pas 4 mois.

Le renouvellement d'un CDD en CDD ou en CDI n'est pas un droit. Le renouvellement d'un contrat est justifié par les besoins du service.

2° Recrutement direct en CDI

Le recrutement peut se faire directement en CDI sans condition de durée de services antérieurs sur l'un des emplois suivants ou l'une des fonctions suivantes :

- Fonctions pour lesquelles il n'existe pas de corps de fonctionnaires correspondant ;
- Fonctions nécessitant des compétences techniques spécialisées ou nouvelles ;
- Emploi pour lequel l'administration ne dispose pas de candidature de fonctionnaire présentant l'expertise ou l'expérience professionnelle adaptée aux missions à accomplir ;
- Emplois des établissements publics de l'État ;
- Emploi ne nécessitant pas une formation statutaire donnant lieu à titularisation dans un corps de fonctionnaires ;
- Emploi à temps incomplet d'une durée de travail inférieure ou égale à 24 heures 30 hebdomadaires.

Pour le recrutement d'un contractuel déjà en CDI dans une autre administration d'État, territoriale ou hospitalière, le contrat peut être conclu en CDI si les fonctions sont de même catégorie hiérarchique.

Article 7: Recrutements hors Polynésie - Prise en charge des déplacements (CA du 20.09.2016 et du 28.09.2021)

L'université favorise le recours à l'emploi local à compétence égale, mais peut exceptionnellement recruter à l'extérieur de la Polynésie française.

- Pour les recrutements sur des emplois à temps plein d'une durée égale ou supérieure à un an, une prise en charge plafonnée à 298.329 XPF (2 500 euros) peut être versée, sachant que cette prise en charge ne peut être supérieure au coût du transport aller et retour supporté par l'agent recruté (comprenant le billet d'avion et, le cas échéant, les autres frais accessoires supportés dans le cadre de la venue en Polynésie française tels que, notamment, billet(s) de train, indemnités kilométriques selon les conditions rappelées par le guide des missions de l'université et selon le barème en vigueur, une nuit d'hébergement à l'hôtel situé dans la commune ou commune environnante de l'aéroport selon le barème en vigueur, deuxième bagage, etc.).

Les doctorants sont éligibles à ce dispositif dès lors qu'ils ne sont pas pris en charge par les aides à la mobilité territoriale.

Cette prise en charge est liquidée après accord du président ou ses délégataires, sur présentation des titres de transport acquittés et des justificatifs des frais accessoires acquittés par l'agent lorsque l'agent en fait la demande, pour partie lors de leur prise de fonction et pour solde lors du départ définitif de l'agent. À leur demande et sur présentation des justificatifs, cette indemnité peut être versée en une seule fois.

- Pour les recrutements de moins d'un an, financés par convention de recherche, la convention peut prévoir une prise en charge directe des frais de transport. Cette prise en charge sera liquidée après accord du président. **(CA du 25.09.2018)**

Dans tous les cas (sauf cas de force majeure dûment justifié et laissé à l'appréciation du Président de l'Université), en cas de rupture anticipée du contrat par la personne recrutée, l'indemnité devra être remboursée à l'établissement.

Article 8 : Rémunération et accessoires

La rémunération du personnel contractuel recruté selon les règles du présent chapitre est fixée par des grilles indiciaires fonction de la valeur du point d'indice de la fonction publique d'État. Les indices de rémunération sont affectés du coefficient de majoration applicable aux fonctionnaires de l'État en poste en Polynésie française.

Les personnels contractuels perçoivent également l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que toute indemnité prévue par décret, règlement ou arrêté (dans la mesure où le texte concerné précise explicitement l'éligibilité des personnels contractuels) aux conditions applicables aux fonctionnaires de l'État en poste en Polynésie française.

Les personnels contractuels ainsi recrutés peuvent bénéficier en fonction de leur emploi de primes, indemnités le cas échéant selon les dispositions arrêtées dans le présent cadre de gestion.

TITRE I : DISPOSITIONS PROPRES AUX CONTRACTUELS BIATSS RECRUTES SUR SUPPORTS PERMANENTS

À titre liminaire, il est précisé que la notion de support permanent s'entend comme un emploi qui correspond à une activité normale et habituelle de l'administration. Ne sont donc concernés par les

dispositions du présent titre que les agents contractuels relevant des articles L332-2, L332-3 du code général de la fonction publique.

Article 9 : Catégories d'emplois contractuels BIATSS

Les emplois qui peuvent être confiés aux personnels contractuels occupants des emplois relevant de la filière « Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques et de Services » sont classés en quatre catégories :

- les emplois de catégorie 1' ou catégorie A, correspondant à des emplois de la catégorie 1 recrutés pour des fonctions de direction et d'encadrement de services;
- les emplois de catégorie 1 ou catégorie A, cadres et cadres experts ou expérimentés, pour lesquels un diplôme ou titre égal ou supérieur au niveau II est exigé ;
- les emplois de catégorie 2 ou catégorie B, assistants experts ou expérimentés, pour lesquels un diplôme ou titre égal ou supérieur au niveau IV est exigé ;
- les emplois de catégorie 3 ou catégorie C, pour lesquels aucun diplôme n'est exigé, il est néanmoins possible que des qualifications professionnelles spécialisées de type BEP/ CAP puissent être exigées

Les emplois de catégorie 1' - ou catégorie A, relèvent de la grille de rémunération de la catégorie 1 - ou catégorie A. Néanmoins, le premier échelon de recrutement sur ces emplois, ainsi le cas échéant que la borne de départ de la valorisation de l'expérience professionnelle, correspond à l'échelon 4 de la grille indiciaire applicable aux emplois de catégorie 1.

Article 10 : Grilles indiciaires

La structure de chacune des catégories et les éléments de rémunérations sont les suivants :

| Contractuels UPF Catégorie 1 Catégorie A | | |
|--|-------|-----|
| Échelon | durée | INM |
| 1 | 1 an | 344 |
| 2 | 2 ans | 363 |
| 3 | 2 ans | 382 |
| 4 | 2 ans | 401 |
| 5 | 2 ans | 420 |
| 6 | 2 ans | 439 |
| 7 | 3 ans | 458 |
| 8 | 3 ans | 477 |
| 9 | 3 ans | 496 |
| 10 | 3 ans | 515 |
| 11 | 3 ans | 534 |

| Contractuels UPF Catégorie 2 Catégorie B | | |
|--|-------|-----|
| Échelon | durée | INM |
| 1 | 1 an | 270 |
| 2 | 2 ans | 284 |
| 3 | 2 ans | 298 |
| 4 | 2 ans | 312 |
| 5 | 2 ans | 326 |
| 6 | 2 ans | 340 |
| 7 | 3 ans | 354 |
| 8 | 3 ans | 368 |
| 9 | 3 ans | 382 |
| 10 | 3 ans | 396 |
| 11 | 3 ans | 410 |

| Contractuels UPF Catégorie 3 Catégorie C | | |
|--|-------|--|
| Échelon | durée | INM ou base de rémunération |
| 1 | / | SMIG applicable en Polynésie française |
| 1 bis | 1 an | 227 |
| 2 | 2 ans | 239 |
| 3 | 2 ans | 251 |
| 4 | 2 ans | 263 |
| 5 | 2 ans | 275 |
| 6 | 2 ans | 287 |
| 7 | 3 ans | 299 |
| 8 | 3 ans | 311 |
| 9 | 3 ans | 323 |
| 10 | 3 ans | 335 |
| 11 | 3 ans | 347 |

La rémunération des personnels contractuels de catégorie 3 placés à l'échelon 1 de la grille ci-dessus est revalorisée automatiquement en référence à l'évolution du SMIG applicable en Polynésie française.

Par dérogation à ce principe et dans le cadre d'un recrutement nécessitant des compétences spécifiques et/ou rares avec un niveau de responsabilité avéré, après accord du Président de l'Université (les conditions de rémunération étant fixées contractuellement et dans la limite des crédits prévus), l'Université peut fixer la rémunération en s'affranchissant de toute référence à un

indice de la fonction publique et aux évolutions des traitements des fonctionnaires et en accordant la rémunération à un montant global et forfaitaire (CAA Versailles, 19 oct. 2006, n°05VE01171).

Article 11 : Classement dans les grilles indiciaires

La grille de salaire à laquelle est rattaché le candidat retenu ainsi que l'échelon, la rémunération et l'ancienneté qui lui sont attribués au sein de la grille de salaire sont déterminés à partir de la catégorie de l'emploi occupé, en transformant en échelon de salaire le temps d'activité professionnelle prouvée dans les conditions suivantes :

- les services accomplis au sein des services publics, y compris de l'UPF, dans des fonctions de niveau égal ou supérieur à la catégorie postulée sont intégralement repris dans la limite de 6 ans ;
- les services accomplis dans des fonctions d'un niveau inférieur de la catégorie postulée, sont retenus à hauteur de 50 % de leur durée, dans la limite de 6 ans,
- les services accomplis dans le secteur privé, lorsqu'ils sont d'une durée supérieure à un an auprès d'un même employeur et dans des emplois d'un profil identique à celui postulé à l'UPF, sont repris à hauteur de 50 % de leur durée dans la limite de 6 ans.

La transformation de cette ancienneté se fait sur la base des durées d'ancienneté afférentes à chaque grille. Le solde d'ancienneté ainsi calculé, après reclassement, n'est pas repris.

Cette reprise d'ancienneté ne s'applique pas pour les contractuels recrutés au titre des articles L332-6, L332-7 (sauf si le contrat est conclu pour une durée au moins égale à un an), L332-22 ainsi que pour les contractuels recrutés sur un contrat de recherche.

Article 12 : Progression et évaluation

L'agent recruté par contrat de travail bénéficie d'avancement d'échelon dans les conditions de durée prévues par la grille de salaire à laquelle il est rattaché. L'agent contractuel est évalué annuellement lors d'un entretien professionnel par son responsable hiérarchique.

Article 13 : Primes et indemnités

Les personnels contractuels en fonction pour une durée supérieure à un an ou présents depuis plus d'un an dans l'établissement bénéficient d'une indemnité d'exercice des fonctions, de qualification et responsabilité calculée sur la base du traitement brut, limitée à :

- Catégorie 1' ou catégorie A : 15% du traitement annuel brut afférent à l'échelon 4 de la grille de rémunération ;
- Catégorie 1 ou catégorie A: 12% du traitement annuel brut afférent à l'échelon 2 de la grille de rémunération ;
- Catégorie 2 ou catégorie B: 12% du traitement annuel brut afférent à l'échelon 2 de la grille de rémunération ;
- Catégorie 3 ou catégorie C: 12% du traitement brut afférent à l'échelon 2 de la grille de rémunération ;

Ces indemnités sont suspendues en cas d'absence autre que congé annuel normal à compter du quatrième jour d'absence calculé sur douze mois consécutifs, décompté sur la période annuelle couverte par le contrat.

Ces indemnités sont payées mensuellement pour 80% de leur montant maximum ; le solde, calculé en tenant compte des périodes de suspension, est versé sur décision du président, en tout ou partie, en fin d'année civile ou en fin de contrat, sur proposition motivée du responsable hiérarchique, fondée sur la performance et l'implication de l'agent contractuel dans les fonctions.

Article 14 : Droits et obligations

Les personnels contractuels sont soumis aux mêmes droits et obligations que ceux des titulaires. Les personnels contractuels sont soumis en matière d'obligations de services hebdomadaires et de congés annuels aux dispositions relatives à l'aménagement et à la réduction du temps de travail à l'UPF. Ils bénéficient, au même titre que les titulaires, de l'ensemble des dispositions internes arrêtées par le conseil d'administration en matière de formation professionnelle et d'action sociale et culturelle pour les activités organisées ou les prestations offertes au titre de l'action sociale et culturelle.

TITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX PERSONNELS CONTRACTUELS ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET CHERCHEURS

Article 15 : Conditions de recrutement et de rémunération

Les contrats peuvent être conclus à temps incomplet ou complet, en fonction des besoins de l'établissement et des ressources financières existantes.

Les contrats fixent la durée du recrutement, la nature des missions confiées, le nombre d'heures d'enseignement en présentiel à effectuer, ainsi que la ou les composante(s), instituts ou écoles d'affectation.

1) Contractuels exerçant des fonctions d'enseignement

Les personnels contractuels recrutés pour l'exercice de fonctions d'enseignement doivent justifier du niveau de diplôme requis ou de son équivalent pour la présentation des concours d'enseignant du second degré (CAPES-CAPET ou Agrégation du second degré). Peuvent également être recrutés les lauréats de l'agrégation ou du CAPES/CAPET/CAPEPS.

Toutefois, le président de l'Université peut recruter, pour une durée déterminée ou indéterminée, un enseignant contractuel sans que le candidat ne justifie d'un diplôme de niveau I après avis d'une commission ad hoc compétente dans la discipline. **Par ailleurs, un titulaire du doctorat sera rémunéré en référence à la grille des Enseignants / Agrégés.**

La recevabilité des candidatures est examinée par une commission de recrutement dans la discipline et dont les modalités de fonctionnement et la composition sont identiques à celle de la commission des personnels titulaires-PRCE et PRAG.

| Enseignants/Certifiés | | |
|-----------------------|-------|-----|
| Echelon | Durée | INM |
| 1 | 1 an | 349 |
| 2 | 2 ans | 376 |
| 3 | 2 ans | 432 |
| 4 | 2 ans | 445 |
| 5 | 2 ans | 458 |
| 6 | 2 ans | 467 |
| 7 | 2 ans | 495 |
| 8 | 2 ans | 531 |
| 9 | 2 ans | 567 |
| 10 | 2 ans | 612 |
| 11 | | 658 |

| Enseignants/Agrégés | | |
|---------------------|-------|-----|
| Echelon | Durée | INM |
| 1 | 1 an | 379 |
| 2 | 2 ans | 436 |
| 3 | 2 ans | 489 |
| 4 | 2 ans | 526 |
| 5 | 2 ans | 561 |
| 6 | 2 ans | 593 |
| 7 | 2 ans | 635 |
| 8 | 2 ans | 684 |
| 9 | 2 ans | 734 |
| 10 | 2 ans | 783 |
| 11 | | 821 |

2) Contractuels exerçant des fonctions d'enseignement et de recherche

Les agents contractuels recrutés en application de l'article L.954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement et de recherche sont assimilés aux membres des collèges dont ils relèvent pour les élections aux différents conseils universitaires.

Les contractuels enseignants, enseignants-chercheurs installés hors Polynésie française sont recrutés par contrat individuel à durée déterminée, à temps complet ou incomplet, sur une durée de 12 mois maximum, renouvelable.

Article 17 : Le service d'enseignement

Les personnels contractuels qui exercent des fonctions d'enseignement assurent un service d'enseignement de 384 heures en présentiel, lorsqu'ils sont recrutés à temps plein. Ils sont admis au bénéfice des heures complémentaires dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les titulaires.

Les personnels contractuels enseignants recrutés à temps incomplet assurent un service d'enseignement calculé au prorata du temps de travail défini dans leur contrat. Ils peuvent être admis au bénéfice des heures complémentaires dans les mêmes conditions que les titulaires.

Les personnels contractuels qui exercent des fonctions d'enseignement et de recherche assurent un service d'enseignement de 192 heures équivalent TD ou toute autre combinaison équivalente en sus des activités de recherche et autres, définies dans le contrat de travail ou adoptées par le conseil d'administration de l'Université. Ils sont admis au bénéfice des heures complémentaires dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les titulaires.

Article 18 :

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Article 19 :

Toutes les dispositions antérieures à la présente délibération ayant le même objet sont abrogées à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Article 20 :

La directrice générale des services de l'université de la Polynésie française est chargée de la publication et de l'exécution de la présente délibération dans les conditions réglementaires en vigueur.

Membres en exercice : 27

Quorum : 14

Membres présents ou représentés : 22

| | | |
|---------------|------------|----|
| Vote : | Pour | 22 |
| | Contre | 0 |
| | Abstention | 0 |

À Punaauia, le 6 décembre 2022.

Le Président,



Pr. Patrick CAPOLSINI

Les personnels contractuels exerçant des fonctions d'enseignement et de recherche jouissent de la même indépendance dans l'exercice de leurs fonctions que les personnels enseignants-chercheurs titulaires.

Les personnels contractuels recrutés pour l'exercice de fonctions d'enseignement et de recherche, doivent justifier du niveau de diplôme requis ou de son équivalent pour le concours d'enseignant-chercheur correspondant à leur corps.

Le recrutement est effectué après avis d'une commission de recrutement compétente dans la discipline. Pour tout recrutement d'une durée égale ou supérieure à une année, l'avis du conseil scientifique restreint ou de l'organe en tenant lieu et l'accord explicite du conseil d'administration restreint est requis.

| Enseignants Chercheurs/MCF | | |
|----------------------------|-------|-----|
| Echelon | Durée | INM |
| 1 | 1 an | 454 |
| 2 | 2 ans | 511 |
| 3 | 2 ans | 564 |
| 4 | 2 ans | 623 |
| 5 | 2 ans | 673 |
| 6 | 2 ans | 719 |
| 7 | 2 ans | 749 |
| 8 | 2 ans | 783 |
| 9 | | 821 |

| Enseignants Chercheurs/PR | | |
|---------------------------|-------|-----|
| Echelon | Durée | INM |
| 1 | 1 an | 658 |
| 2 | 2 ans | 696 |
| 3 | 2 ans | 734 |
| 4 | 2 ans | 776 |
| 5 | 2 ans | 821 |
| 6 Chevron 1 | 2 ans | 881 |
| 6 Chevron 2 | 2 ans | 916 |
| 6 Chevron 3 | | 963 |

3) Contractuels exerçant des fonctions de recherche

Les personnels contractuels recrutés pour l'exercice de fonctions de chercheurs doivent justifier du niveau de diplôme requis ou de son équivalent pour la présentation des concours de chargés de recherche de 2^e classe tels que définis par l'article 17 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983.

Le recrutement d'un personnel contractuel pour l'exercice de fonctions de chercheur est soumis à l'avis de la commission recherche en formation restreinte ou de l'organe en tenant lieu.

| Chercheurs | | |
|------------|-------|-----|
| Echelon | Durée | INM |
| 1 | 1 an | 340 |
| 2 | 2 ans | 359 |
| 3 | 2 ans | 378 |
| 4 | 2 ans | 397 |
| 5 | 2 ans | 416 |
| 6 | 2 ans | 435 |
| 7 | 2 ans | 454 |
| 8 | 2 ans | 473 |
| 9 | 2 ans | 492 |
| 10 | | 511 |

Article 16 : Contrat

Les contractuels enseignants installés en Polynésie sont recrutés par contrat individuel à durée déterminée, à temps complet ou incomplet sur une durée maximale de 10 mois.